

## TABLE DES MATIÈRES

1.	LA PROCÉDURE DANS LE LITIGE FAMILIAL . . . . .	1
1.1	La procédure : généralités . . . . .	1
1.2	La règle de la proportionnalité et la gestion de l'instance. . . . .	7
1.3	Le rôle général du tribunal pendant l'instance . . . . .	11
1.3.1	La conciliation et la réconciliation . . . . .	12
1.3.2	La protection de l'intérêt des parties . . . . .	12
1.4	Le huis clos, la mise sous scellés et l'anonymat des parties . . . . .	13
1.4.1	La divulgation des états financiers et l'accès au dossier . . . . .	26
1.5	La désignation des parties . . . . .	27
1.6	La signification . . . . .	27
1.7	La priorité entre deux procédures : la litispendance . . . . .	30
1.8	Le délai de rigueur de 365 jours et d'autres questions de procédure . . . . .	33
1.9	La demande de prolongation du délai de l'article 110.1 C.p.c. . . . .	34
1.10	L'émission du certificat d'état de cause et la production d'autres pièces. . . . .	47
1.11	La demande reconventionnelle . . . . .	49
1.12	Le désistement des procédures (art. 262 C.p.c.) et l'ajournement indéfini ( <i>sine die</i> ) . . . . .	49

1.12.1	Les effets du désistement sur la déclaration d'un seul époux et sur la demande reconventionnelle . . .	50
1.12.2	Les effets du désistement sur la déclaration conjointe . . . . .	50
1.12.3	L'ajournement indéfini (sine die) et la cause rayée . . . . .	51
1.13	Les mis en cause et l'intervention des tiers . . . . .	57
1.14	Les moyens préliminaires . . . . .	61
1.15	La requête en irrecevabilité . . . . .	62
1.16	L'amendement. . . . .	64
1.17	L'interrogatoire hors cour . . . . .	65
1.18	Le patrimoine familial et le formulaire IV . . . . .	70
1.19	La communication des pièces. . . . .	72
1.20	Le <i>subpœna</i> et le mandat d'amener. . . . .	74
1.21	L'audition et la représentation des enfants . . . . .	74
1.22	La demande de remise . . . . .	75
1.23	Le cautionnement pour frais en matière familiale. . . . .	75
1.24	La scission d'instance . . . . .	77
2.	LES MESURES PROVISOIRES ET L'ORDONNANCE DE SAUVEGARDE PENDANT L'INSTANCE . . . . .	79
2.1	Les principes en matière d'émission d'une ordonnance de sauvegarde . . . . .	79
2.2	Les mesures provisoires : généralités . . . . .	86
2.3	La garde pendant l'instance. . . . .	89
2.4	La pension alimentaire pendant l'instance. . . . .	92
2.5	La modification de l'ordonnance au stade de la sauvegarde ou des mesures provisoires : le changement. . . . .	99
2.6	L'usage de la résidence familiale . . . . .	101

---

2.7	L'intervention de la Cour d'appel pendant l'instance, la permission d'appeler et la suspension de l'exécution provisoire. . . . .	108
3.	LES MESURES CONSERVATOIRES . . . . .	115
3.1	La déclaration de résidence familiale . . . . .	115
3.1.1	La reconduction et l'extinction du droit d'habitation . . . . .	120
3.1.2	La saisissabilité de la résidence familiale . . . . .	121
3.1.3	La vente de la résidence familiale pendant l'instance . . . . .	123
3.2	La saisie avant jugement . . . . .	135
3.2.1	L'ordonnance Anton Piller . . . . .	139
3.3	Le virage jurisprudentiel de l'arrêt <i>O.-M. (L.) c. L. (É.)</i> quant à la saisie en vertu de l'article 734.0.1 C.p.c. . . . .	141
3.4	La dénonciation de la demande de séparation, de divorce ou de dissolution de l'union civile à l'officier de la publicité des droits (art. 813.4 C.p.c.) et la préinscription d'une demande en justice en vertu de l'article 2966 C.c.Q. . . . .	146
3.5	Les sûretés et la fiducie . . . . .	148
3.5.1	L'hypothèque légale . . . . .	149
3.5.2	La fiducie . . . . .	152
4.	LA PROVISION POUR FRAIS . . . . .	159
4.1	Les principes . . . . .	159
4.1.1	L'objectif de la provision pour frais . . . . .	160
4.1.2	Le caractère alimentaire du recours . . . . .	163
4.1.3	La provision pour frais et les frais d'expert . . . . .	170
4.1.4	La provision pour frais : la guérilla judiciaire et l'attitude des parties. . . . .	170
4.1.5	La provision pour frais en vertu de l'article 46 C.p.c. pour des motifs autres qu'alimentaires ou liés à l'intérêt de l'enfant ? . . . . .	173

4.2	La provision pour frais : la synthèse . . . . .	180
4.2.1	La provision pour frais et la faillite. . . . .	190
4.2.2	La provision pour frais et l'admissibilité à l'aide juridique . . . . .	191
4.2.3	La provision pour frais et la partie qui se représente elle-même . . . . .	196
5.	L'EXÉCUTION DES MESURES PROVISOIRES ET ACCESSOIRES. . . . .	199
5.1	<i>L'habeas corpus</i> . . . . .	199
5.2	L'outrage au tribunal . . . . .	209
5.2.1	L'outrage au tribunal : l'objectif . . . . .	209
5.2.2	L'outrage et le droit de la famille . . . . .	212
5.2.3	Est-ce une ordonnance ? . . . . .	216
5.2.4	Donner acte, homologuer, entériner, autoriser, etc. . . . .	222
5.3	L'outrage au tribunal : la procédure (art. 53 C.p.c.). . . . .	226
5.3.1	Le déroulement de l'enquête . . . . .	230
5.3.2	La preuve de l'intimé . . . . .	234
5.3.3	Les moyens de défense : la jurisprudence. . . . .	235
5.3.4	Les principes en matière de sentence . . . . .	239
5.3.5	L'outrage : l'effet de levier . . . . .	248
6.	LA JURIDICTION TERRITORIALE ET LA JURIDICTION QUANT À LA RÉVISION DES MESURES PROVISOIRES OU ACCESSOIRES. . . . .	251
6.1	Les principes . . . . .	251
6.2	La révision des ordonnances et la juridiction du tribunal . . . . .	254
6.3	Le moment de la présentation du moyen déclinatoire en vertu de l'article 70.1 C.p.c. . . . .	269
6.4	Les districts judiciaires concurrents . . . . .	270

---

7.	LES MESURES ACCESSOIRES À TITRE DE DEMANDES PRINCIPALES .....	273
8.	L'APPEL, LES MOYENS DE SE POURVOIR ET LA MODIFICATION DU JUGEMENT .....	275
8.1	La rectification de jugement .....	276
8.2	L'application de l'article 817 C.p.c. ....	278
8.3	La réouverture d'enquête (art. 463 C.p.c.) .....	282
8.4	L'appel : les généralités .....	285
8.4.1	La juridiction .....	286
8.4.2	Le cautionnement pour frais .....	287
8.4.2.1	Les principes .....	287
8.4.3	L'appel de plein droit des jugements finals .....	291
8.4.4	L'exécution provisoire et la suspension de l'exécution provisoire .....	293
8.4.5	L'exécution provisoire du jugement d'instance pendant l'appel .....	296
8.4.6	La suspension de l'exécution provisoire .....	297
8.4.7	L'appel sur permission des jugements finals .....	299
8.4.8	La scission d'instance et l'appel .....	300
8.5	L'émission d'une ordonnance de sauvegarde et le juge seul .....	301
8.6	La transcription des notes sténographiques et la preuve nouvelle .....	301
8.6.1	La transcription des notes sténographiques .....	301
8.6.2	La preuve nouvelle .....	302
8.7	L'appel des jugements interlocutoires .....	305
8.7.1	L'intervention de la Cour d'appel quant à un jugement interlocutoire .....	307
8.7.2	L'intervention de la Cour d'appel quant au jugement final .....	309

9.	LES DÉPENS ET LA CONDAMNATION AU PAIEMENT DES HONORAIRES EXTRAJUDICIAIRES . . . . .	315
9.1	Les dépens . . . . .	315
9.2	La condamnation personnelle de l’avocat aux dépens . . . .	318
9.3	La condamnation au paiement des honoraires extrajudiciaires . . . . .	323
10.	LA VALIDITÉ DES CONVENTIONS. . . . .	337
10.1	Les principes généraux. . . . .	337
10.2	L’importance des conventions et le respect de la volonté des parties . . . . .	339
10.3	La Cour suprême, le <i>Code civil du Québec</i> et la validité des conventions . . . . .	343
10.3.1	Les conditions de validité de la convention . . . . .	343
10.3.2	Le consentement libre et éclairé . . . . .	347
10.3.3	La trilogie et l’annulation des conventions. . . . .	349
10.3.4	Les effets de la trilogie : le caractère déraisonnable de la convention . . . . .	350
10.3.5	La présence d’un procureur indépendant et compétent . . . . .	353
10.3.6	La jurisprudence et le caractère déraisonnable de la convention . . . . .	359
10.3.7	La révision des conventions et l’arrêt <i>Miglin</i> . . . . .	362
10.3.8	La première étape du test de l’arrêt <i>Miglin</i> . . . . .	364
10.3.9	La seconde étape du test de l’arrêt <i>Miglin</i> . . . . .	373
10.3.10	La prévisibilité des changements et l’arrêt <i>Miglin</i> . . . . .	374
10.3.11	La vulnérabilité, le procureur indépendant et compétent, l’arrêt <i>Miglin</i> et l’arrêt <i>Rick c.</i> <i>Brandsema</i> . . . . .	383
10.3.12	La fragilisation des conventions et la déontologie . . . . .	391

---

10.4	Les documents rédigés en médiation . . . . .	405
10.4.1	Le rapport du médiateur (art. 827.3.1 C.p.c.) . . . . .	407
10.4.2	Le résumé ou sommaire des ententes . . . . .	407
10.4.3	Le projet d'accord . . . . .	411
11.	L'ANNULATION DE LA CONVENTION ET LE VÉHICULE PROCÉDURAL APPROPRIÉ . . . . .	413
11.1	La nature du recours . . . . .	414
11.2	La convention : le retrait du consentement, la transaction, le désaveu, l'annulation et la prescription du recours . . . . .	421
11.2.1	Le retrait du consentement . . . . .	421
11.2.2	La transaction . . . . .	423
11.2.3	La divisibilité de la convention . . . . .	430
11.2.4	Le désaveu . . . . .	433
12.	LES INTÉRÊTS ET L'INDEMNITÉ ADDITIONNELLE . . . . .	437
13.	LA VENTE EN JUSTICE DE GRÉ À GRÉ D'UN IMMEUBLE . . . . .	441
14.	LA PREUVE EN MATIÈRE FAMILIALE . . . . .	451
14.1	La preuve par affidavit et la présence à la Cour . . . . .	452
14.1.1	Le témoin expert et le dépôt de son rapport . . . . .	453
14.1.2	L'article 294.1 C.p.c. : la déclaration écrite du témoin . . . . .	454
14.1.3	La communication ou la dénonciation des pièces . . . . .	459
14.2	La connaissance d'office . . . . .	465
14.2.1	La connaissance judiciaire : la portée de l'article 2808 C.c.Q. . . . .	465
14.2.2	La connaissance judiciaire : les faits spécialisés . . . . .	467
14.2.3	La connaissance judiciaire des faits sociaux : le rôle des experts . . . . .	470

14.2.4	Le tribunal peut-il utiliser la littérature scientifique citée et explicitée dans un autre jugement sans avoir entendu l'expert ? . . . . .	473
14.2.5	L'utilisation par le tribunal de son expérience personnelle . . . . .	477
14.3	L'admissibilité en preuve des enregistrements audio ou vidéo . . . . .	481
14.3.1	Le droit à la vie privée . . . . .	498
14.3.2	Le journal intime et son dépôt en preuve . . . . .	503
14.3.3	La mise en preuve des condamnations pénales . . . . .	505
14.3.4	L'accès aux documents des organismes publics et la protection des renseignements personnels . . . . .	506
14.4	La Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information . . . . .	507
14.4.1	Les principes . . . . .	507
14.4.2	L'admissibilité en preuve . . . . .	510
14.4.3	La signature . . . . .	514
15.	LE LITIGE FAMILIAL, LA DÉONTOLOGIE ET L'ÉTHIQUE . . . . .	515
15.1	Le secret professionnel . . . . .	516
15.1.1	Le propriétaire du secret professionnel . . . . .	526
15.1.2	Le caractère confidentiel et la présence d'un tiers à l'entrevue . . . . .	528
15.1.4	L'obligation du tribunal de prendre connaissance de l'information protégée . . . . .	532
15.1.5	La renonciation au secret professionnel . . . . .	533
15.2	La prise de connaissance, par inadvertance d'une information visée par le secret professionnel . . . . .	534
15.2.1	Le droit d'être représenté par l'avocat de son choix . . . . .	538



---

15.2.2	Les facteurs à considérer dans la décision de déclarer un procureur inhabile . . . . .	538
15.3	La négociation, la médiation et la confidentialité . . . . .	542
15.3.1	La confidentialité et le processus de médiation . . . . .	543
15.3.2	La fin du processus . . . . .	552
15.3.3	L'étendue de la confidentialité et le processus de médiation . . . . .	553
15.3.3.1	Les principes quant à la communication dans le cadre d'une négociation . . . . .	553
15.3.3.2	Une revue de la jurisprudence . . . . .	559
15.4	Le secret professionnel et le dossier médical . . . . .	562
15.5	L'immunité de divulgation et les honoraires . . . . .	566
15.6	Les rapports confectionnés aux fins de la préparation du dossier en droit civil . . . . .	570
15.7	Les conflits d'intérêts . . . . .	581
15.7.1	Les principes . . . . .	581
15.7.2	La représentation d'une partie poursuivant un ancien client . . . . .	590
15.7.3	La notion de « connexité » . . . . .	592
15.7.4	L'intérêt supérieur de la justice : indépendance et objectivité . . . . .	599
15.7.5	La représentation simultanée de clients . . . . .	604
15.7.6	Le conflit d'intérêts et la nécessité de l'existence d'un lien client-avocat . . . . .	606
15.7.7	L'étendue du devoir de loyauté et le conflit d'intérêts . . . . .	610
15.7.8	L'avocat témoin . . . . .	615
15.7.9	L'avocat et la personne morale . . . . .	619
15.7.10	L'expert, conflits d'intérêts et récusation . . . . .	621
15.7.10.1	L'expert et les conflits d'intérêts . . . . .	621

15.7.10.2	L'expert et sa récusation . . . . .	624
16.	LA COMPÉTENCE ET LA RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE . . . . .	629
16.1	Les principes généraux. . . . .	629
16.2	Les critères relatifs à la responsabilité civile de l'avocat. . . . .	630
16.3	Le devoir de conseil . . . . .	633
16.4	La faute entraînant la responsabilité professionnelle et la faute déontologique . . . . .	650
16.5	La responsabilité professionnelle . . . . .	652
16.5.1	L'avocat conseiller en placement. . . . .	657
16.5.2	La responsabilité professionnelle en matière familiale . . . . .	658
16.5.3	La responsabilité de l'avocat à l'égard des tiers. . . . .	676
16.6	La prescription du recours . . . . .	678
17.	LA JURIDICTION DE LA COUR DU QUÉBEC CHAMBRE CIVILE EN MATIÈRE FAMILIALE . . . . .	683
18.	LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ ET LE DROIT DE LA FAMILLE . . . . .	697
18.1	La détermination du domicile . . . . .	697
18.2	L'application du droit interne québécois. . . . .	699
18.2.1	La garde et le droit international privé . . . . .	704
18.2.2	La demande de changement de garde. . . . .	717
18.2.3	L'obligation alimentaire . . . . .	718
18.2.4	La séparation de corps . . . . .	719
18.3	La <i>Loi sur le divorce</i> . . . . .	720
18.3.1	La <i>Loi sur le divorce</i> et la garde . . . . .	721
18.3.2	La compétence pour modifier la pension alimentaire et la <i>Loi sur le divorce</i> . . . . .	723

---

18.3.2	La demande en deux temps de modification de la pension alimentaire . . . . .	724
18.3.3	La reconnaissance des divorces et des jugements étrangers . . . . .	726
18.4	Les exceptions aux règles générales de compétence . . . . .	748
18.4.1	La litispendance . . . . .	748
18.4.2	La compétence par lien suffisant . . . . .	752
18.4.2.1	Article 3136 C.c.Q. . . . .	753
18.4.2.2	Articles 3138 et 3140 C.c.Q. . . . .	762
18.4.3	La doctrine du forum non conveniens : le renvoi à un tribunal étranger . . . . .	766
19.	L'ORDONNANCE EXTRATERRITORIALE . . . . .	779
20.	LA PREUVE DU DROIT ÉTRANGER . . . . .	781
21.	LES MODES ALTERNATIFS DE RÉOLUTION DES CONFLITS . . . . .	785
21.1	La médiation au Québec . . . . .	785
21.1.1	La gratuité et l'universalité . . . . .	785
21.1.2	La clientèle ciblée . . . . .	786
21.1.3	La médiation sur ordonnance . . . . .	786
21.1.4	L'ajournement des procédures . . . . .	787
21.1.5	La protection des droits des parties . . . . .	787
21.1.6	La médiation préalable : les principes . . . . .	788
21.1.7	La séance d'information : le contenu (art. 814.6 C.p.c.) . . . . .	789
21.1.8	Les exceptions à la médiation préalable (art. 814.10 C.p.c.) . . . . .	790
21.1.9	La sanction du non-respect de la démarche (art. 814.12 C.p.c.) . . . . .	790
21.1.10	Le processus de médiation (art. 814.7 et 814.8 C.p.c.) . . . . .	791

21.1.11	Les mesures de sauvegarde (art. 814.9 C.p.c.) . . .	791
21.1.12	Le rapport de médiation : sa valeur (art. 814.13 C.p.c.) . . . . .	791
21.1.13	Le contenu du rapport (art. 827.3.1 C.p.c.) . . . . .	792
21.1.14	La confidentialité du processus (art. 815.3 C.p.c.) . . . . .	793
21.1.15	La négociation et la médiation . . . . .	794
21.1.16	Qui est médiateur ? . . . . .	796
21.1.17	La liste des médiateurs . . . . .	798
21.1.18	Les honoraires . . . . .	798
21.1.19	Les séances . . . . .	798
21.1.20	Le rôle de l'avocat dans le cadre de la médiation . . . . .	798
21.1.21	L'enfant et la médiation . . . . .	803
21.2	La conférence de règlement à l'amiable (art. 151.14 C.p.c.) . . . . .	804
21.3	Le droit collaboratif . . . . .	810
21.4	La rencontre clients et avocats . . . . .	810
	TABLE DE LÉGISLATION . . . . .	813
	TABLE DE JURISPRUDENCE . . . . .	831
	INDEX ANALYTIQUE . . . . .	911